

**Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :** CAF du Gard

**Correspondant :** Monsieur Matthieu PERROT, Directeur général, 321 rue Maurice Schumann, 30922 NIMES CEDEX 9, adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs**

**Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :**

Protection sociale

**Objet du marché :** réalisation des diagnostics de décence des logements du secteur privé locatif au titre de la résidence principale des allocataires bénéficiaires d'une allocation logement et les missions afférentes.

**Lieu d'exécution et de livraison :**

Le département du Gard (30).

**La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.**

**L'avis implique un marché public**

**Caractéristiques principales :**

- Des variantes seront-elles prises en compte : non

**Prestations divisées en lots :** non pour des raisons tenant à la nécessité de maintenir la cohérence de la prestation attendue.

**Date prévisionnelle de début des prestations :** mai 2026

**Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les règlent :**

Financement : fonds propres

Les comptes seront réglés par virement bancaire sous la forme d'acomptes et d'un solde. Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande d'acompte.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-20 du CCP, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint.

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune forme pour la présentation de groupement d'entreprises.

La nature du groupement est à indiquer à l'acte d'engagement.

Cependant, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des marchés (article R 2142-24 du Code de la commande publique).

Dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. Les rubriques D, E et G du formulaire DC1 ainsi que la rubrique C du formulaire DC2 doivent être dûment renseignées afin de permettre au pouvoir adjudicateur de déterminer la nature et l'étendue des pouvoirs du mandataire.

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** français.

**Unité monétaire utilisée :** l'euro

**Présentation des candidatures et des offres :**

- ***Pièces à fournir pour la candidature :***

1. DC1 ou Lettre de candidature avec identification du candidat ou du mandataire : nom ou dénomination et adresse du siège social, adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro de SIRET ;
1. Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 ou DC1
2. Le nom de la personne ou des personnes ayant le pouvoir d'engager la société parmi lesquelles figure le signataire des documents (accompagné de justificatifs) ; une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché ;
3. DC2 ou renseignements équivalents (notamment le chiffre d'affaires global réalisé au cours du dernier exercice disponible et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché ; pour les sociétés nouvellement créées, le candidat pourra fournir toutes indications concises et utiles permettant de juger de sa capacité financière à exécuter le marché)
4. Les effectifs du candidat (la situation la plus récente des effectifs) précisant le personnel d'encadrement
5. La présentation d'une liste des principales références en lien avec l'objet du marché effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant (volume financier), la date et le destinataire public ou privé ; ces références peuvent être accompagnées d'attestations de bonne exécution des prestations ;
6. Les certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants ;
7. Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Concernant les certificats de qualifications professionnelles, le prestataire doit justifier notamment soit :

- qu'il est agréé, pour les actions d'ingénierie sociale, financière et technique, au titre de l'art. L365-3 du code de la construction et de l'habitation ou, à titre dérogatoire, est habilité par le préfet, délégué de l'ANAH dans le département, dans les conditions définies par l'instruction ANAH du 07/11/2011 relative à l'habilitation d'opérateurs pour la réalisation de prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrages subventionnables ;

- qu'il détient une ou plusieurs accréditations relatives à l'évaluation technique de l'état d'insalubrité et d'occupation des immeubles d'habitation. L'accréditation a été délivrée par le COFRAC ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation traduit en français par un traducteur assermenté ;

- qu'il dispose d'agents intervenant pour ces contrôles ayant les formations requises pour évaluer les caractéristiques d'un logement décent et disposer d'un architecte soumis à l'article 2 de la loi n°772-2 du 03/01/1977 supervisant ces constats.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>

Les candidats peuvent présenter leurs candidatures sous la forme du Document Unique de Marché Européen, sous réserve de fournir les pièces suivantes : références, attestation d'assurance, qualification.

- **Pièces à fournir pour l'offre :**

- 1) Acte d'engagement (AE) dûment complété, daté et **signé**. Il peut être signé de manière manuscrite ou électronique. La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire.

Les prix sont ceux mentionnés à l'Acte d'Engagement, qui ne devra subir aucune modification et dont toutes les rubriques seront complétées sous peine de nullité de l'offre.

- 2) Mémoire technique rédigé conformément au cadre du mémoire technique fourni dans le dossier.

En cas de discordance entre l'offre globale du fournisseur et la décomposition de cette offre, l'offre globale prévaut. Les éventuelles erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont rectifiées par l'acheteur et le montant rectifié est pris en compte pour l'analyse des offres.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

**L'absence d'une seule des pièces énumérées ci-dessus ou tout document incomplet peut entraîner le rejet de l'offre.**

**Critères d'attribution :**

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R.2152-13 du code de la commande publique.

Les offres inappropriées sont éliminées. En revanche, le Pouvoir Adjudicateur peut autoriser les candidats ayant remis des offres irrégulières à les régulariser à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que les caractéristiques de ces offres ne soient pas substantiellement modifiées.

**L'analyse des offres est réalisée au regard des critères et des pondérations énoncés ci-dessous :**

**1- Valeur financière : 40 %**

La valeur financière est appréciée sur la base du coût global de la prestation complète (composée de 3 étapes). Elle sera notée sur **40 points** de la manière suivante :

<i>Sous-critère 1</i> : Etape 1 – Visite diagnostic	20 points
<i>Sous critère 2</i> : Etape 2 – Conseil, médiation et suivi des travaux	10 points
<i>Sous critère 3</i> : Etape 3 – Contrôle de conformité	10 points

## **2- Méthodologie : 25 %**

Elle sera notée sur **25 points** sur la base du mémoire technique appréciant les critères suivants :

<i>Sous-critère 1</i> : Organisation pour la réalisation des prestations	15 points
<i>Sous-critère 2</i> : Durée des diagnostics	10 points

## **3- Moyens humains mis à disposition pour l'exécution du marché : 35 %**

Ils seront notés sur **35 points** sur la base du mémoire technique appréciant les critères suivants :

<i>Sous-critère 1</i> : Composition de l'équipe	20 points
<i>Sous-critère 2</i> : Prestations similaires ou équivalentes justifiant l'expérience des intervenants dans le domaine de logement	15 points

Pour la valeur financière, l'offre sera notée comme suit :

Z est la proposition financière du candidat pour lequel la note N est calculée.

La note maximale sera attribuée au candidat qui propose le prix HT le plus faible ; pour information le prix est apprécié par application des prix noté à l'acte d'engagement.

Les notes des autres candidats seront attribuées en fonction des écarts entre le prix global HT proposé par chacun d'eux et le prix le plus faible, par application de la formule suivante :

$$N = \text{Note maxi} \times \left( \frac{X}{Z} \right)$$

Dans laquelle : X= prix le plus faible ; Z= prix du candidat pour lequel la note N est calculée.

L'offre économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres sera déterminée en fonction des critères énoncés supra.

### **Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

#### **Offre hors délai**

Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limites fixées dans la consultation.

#### **Offre anormalement basse**

Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.

#### **Offre inappropriée**

L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.

**Offre irrégulière**

L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète (absence de l'une ou plusieurs pièces exigées au titre de l'offre) ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale.

**Offre inacceptable**

Le prix excède les crédits budgétaires alloués

**Type de procédure :** Appel d'offres ouvert

**Date limite de réception des candidatures :** **mardi 3 février 2026 à 11 h 30**

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

**Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :** 2025-07

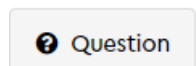
**Renseignements complémentaires :**

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les soumissionnaires devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE accessible via <https://www.marches-publics.gouv.fr> en suivant la procédure suivante :

❑ Identifiez-vous sur le site.

❑ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.

❑ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».



❑ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

L'ensemble des modifications ou précisions apportées fera l'objet d'un fichier question/réponses notifié au candidat inscrit sur le site.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, le sera aussi auprès des autres candidats.

**Conditions de remise des offres :**

**La date limite de remise des offres est fixée au mardi 3 février 2026 à 11h30**

Les candidatures et les offres devront être **transmises par voie électronique**.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les offres reçues au-delà de la date limite, ou qui ne respecteront pas les modalités formelles de dépôt, ne seront pas retenues.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

Il est rappelé aux candidats que seule la date de réception des plis est retenue. En conséquence, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable de problèmes informatiques.

Adresse électronique de la plate-forme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Tout dépôt sur un autre site ou adresse électronique est nul et non avenu.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD ROM, clé USB : uniquement pour la procédure de sauvegarde) n'est pas autorisée.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles, etc. directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du sitecom. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Dans l'hypothèse où le candidat souhaite insérer des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, il doit prévoir de les scanner avec une définition adaptée à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Au moment de l'archivage, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers transmis, afin d'assurer leur lisibilité dans le moyen et long terme.

Attention : les candidats devront préalablement veiller à ce que le fichier constitutif du pli comportant leur candidature et leur offre ne contienne pas de virus (contrôle anti-virus à jour).

La transmission complète des candidatures et des offres devra intervenir avant la date et l'heure limite de réception des offres publiée dans l'avis d'appel public à la concurrence sous peine d'irrecevabilité.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

La date et l'heure prises en compte sont celles données par la plateforme de dématérialisation à réception des documents envoyés par les candidats.

**Prérequis techniques : cf. RC**

**Formats des documents électroniques : cf. RC**

**Copie de sauvegarde :**

Les candidats ont la faculté de remettre dans les délais impartis une copie de sauvegarde. Elle peut être sur support papier ou physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB).

La copie de sauvegarde est destinée à se substituer, en cas d'anomalies limitativement énumérées dans l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique à savoir :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature peut être manuscrite ou électronique. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le Pouvoir Adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Pouvoir Adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Les plis la copie de sauvegarde sont

- Soit envoyés par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout moyen d'avoir une date certaine, sous pli cacheté contenant une enveloppe intérieure également cachetée.

Ce pli doit porter les mentions suivantes :

**Monsieur le Directeur de la CAF du Gard**  
**NE PAS OUVRIR – « COPIE DE SAUVEGARDE - *Nom candidat* »**  
**Service Ressources financières et Aide au Pilotage**  
**« Marché n° 2025-07 – Diagnostic décence des logements »**  
321 rue Maurice Schumann, 30922 Nîmes cedex 9

Le mode de transmission de la copie de sauvegarde doit permettre l'établissement de la date et l'heure du dépôt.

- Soit remis contre récépissé de dépôt à l'accueil public du siège de la CAF du Gard (du lundi au vendredi de 9h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00 sauf jours fériés).

En aucun cas les copies de sauvegarde ne devront être déposées directement dans la boîte aux lettres de la Caisse, l'absence de récépissé ne permettant pas d'établir la date et l'heure du dépôt.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites ou remis sous enveloppe non cachetée ne seront pas ouverts ni examinés ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Important : Le dépôt de son offre par l'opérateur économique sur le profil d'acheteur reste la règle. La copie de sauvegarde est un pli de secours qui n'est ouvert que dans les conditions limitativement énumérées à l'article 2 de l'annexe 6 du code de la commande publique.

**Instance chargée des procédures de recours :**

**Tribunal Judiciaire de Marseille**

6 rue Joseph Autran

13006 MARSEILLE

Téléphone : 04 91 15 50 50

Télécopie : 04 91 54 37 69

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :** greffe du Tribunal de Marseille.